TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV ARŞİVİ

"L'Humanité" 30-6-86



Manifestation devant l'ambassade de Turquie à Paris, pour la libération des prisonniers politiques. Au nom des « intérêts stratégiques » de l'OTAN, le gouvernement français, et la CEE, ont choisi de se taire sur les violations des droits de l'homme. (Photo Joël Lumien.)

Réunion à Istanbul de l'assemblée parlementaire des 21

30/6/86

BLANCHIR LA DICTATURE D'ANKARA

Ignorant délibérément les mutliples violations des droits de l'homme en Turquie, les pays de l'Europe occidentale multiplient les initiatives pour banaliser le régime

L'EUROPE « libre », celle qui a fait des droits de l'homme son drapeau, n'en finit pas de manifester la sincérité de ses engagements proclamés. Courageux, mais pas téméraires, les chefs d'Etat et de gouvernement des douze pays de la Communauté européenne concluaient, vendredi à La Haye, leur dernière réunion au sommet en adoptant une déclaration qui condamne le système sud-africain de l'apartheid, mais reporte à un hypothétique futur la prise de sanctions. Samedi, on apprenait que cent cinquante parlementaires du Conseil de l'Europe, une institution regroupant les députés de vingt et un pays ouest-européens, allaient tenir cette semaine une session à Istanbul. Histoire, cette fois, de montrer combien ils apprécient les « progrès vers la démocratie » accomplis, selon eux, par le gouvernement turc.

La réunion d'Istanbul s'inscrit dans une offensive diplomatique générale des dirigeants de l'Europe capitaliste visant à blanchir le régime dictatorial en vigueur en Turquie, et à rétablir des relations normales avec ce pays, cinq pays européens, dont la France, décidaient de lever une plainte pour violations des droits de l'homme, déposée contre la Turquie devant la Commission européenne de Strasbourg. Ils se déclaraient en effet satisfaits par « les mesures prises par la Turquie pour rétablir une démocratie effective ». Quelques mois plus tard, le chef du gouvernement français, Jacques Chirac, suivant en cela la voie ouverte par son prédécésseur socialiste, Laurent Fabius, recevait officiellement à Paris le premier ministre d'Ankara, Turgut Ozal, un civil choisi par les généraux turcs pour servir de façade présentable à leur dictature.

Puis, les ministres des Affaires étrangères des douze de la CEE décidaient de multiplier leurs démarches pour reprendre les accords économiques et financiers avec la Turquie, suspendus après le coup d'Etat militaire de septembre 1980. Tout récemment, Claude Cheysson, commissaire européen, a effectué une mission dans ce but à Ankara.

Or, la dictature et restée égale à elle-même, apportant démenti sur démenti à ces brevets de démocratie distribués en Europe. Un rapport d'Amnesty International, publié en février 1986, en témoignait dénonçant les condamnations à mort d'opposants (102 en 1985), les emprisonnements, la torture, la censure. Au début de ce mois de juin encore, dix-neuf militants de l'organisation Dev Yol étaient condamnés à la potence par la cour martiale d'Adana. Maxime Gremetz, secrétaire du Comité central du PCF, écrivait alors au chef de la diplomatie française, Jean-Bernard Raimond pour lui demander de « refuser toute banalisation du régime turc ». M. Raimond avait cru, lui aussi, discerner un « progrès démocratique » en Turquie.

De nombreux députés socialistes de l'Assemblée des 21 s'étaient prononcé contre la décision de tenir la session d'Istanbul et avaient menacé de la boycotter. Ils ont finalement décidé d'y prendre part après avoir obtenu la possibilité d'organiser en marge de la réunion, et en huis clos un « séminaire » auquel ont été invités des représentants de la centrale syndicale interdite DISK. Une timide concession faite par les maîtres du régime d'Ankara, d'autant plus facilement qu'elle représente peu de chose par rapport à la reconnaissance internationale qu'ils retireront de la visite des 150 parlementaires européens. Les députés communistes français ne seront pas du voyage.

Yves Housson

Participation française à l'IDS

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV ARŞİVİ